

Présentation : notes sur la "question albanaise"

Lerin F.

in

Lerin F. (ed.), Civici A. (ed.).
L'Albanie, une agriculture en transition

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 15

1997

pages 7-14

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=C1970318>

To cite this article / Pour citer cet article

Lerin F. **Présentation : notes sur la "question albanaise"**. In : Lerin F. (ed.), Civici A. (ed.). *L'Albanie, une agriculture en transition*. Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 7-14 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 15)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Présentation : notes sur la "question albanaise"

François Lerin
CIHEAM, Montpellier (France)

I – Note liminaire

Cette présentation n'est pas rédigée par un «spécialiste de l'Albanie», l'auteur ne parle pas l'albanais et n'a donc pas eu accès aux sources de première main et n'a pas non plus fait d'enquête systématique sur l'agriculture, ni sur l'économie du pays. Il n'appartient pas non plus à une expertise internationale qui pourrait prétendre à un diagnostic lié à des méthodologies ou des objectifs stratégiques comme le pratiquent la plupart des institutions multilatérales. Les propos qui vont être tenus ici ne doivent donc pas être pris pour une communication scientifique ou institutionnelle, mais comme une série d'observations et de commentaires de quelqu'un qui se rend régulièrement en Albanie depuis 1993 pour participer au montage d'opérations de coopération, dans le cadre du Ciheam, en matière pédagogique et scientifique sur le secteur agricole : sélection et encadrement de stagiaires, montage de la présente opération d'édition, appui à la création d'une unité logistique de recherche à l'Université agricole de Tirana, constitution d'un réseau de réflexion sur les politiques agricoles et l'évolution de l'agriculture dans les Balkans...

Adrian Civici, qui est à l'origine de cette opération et que nous avons rencontré en 1992 à Montpellier nous avait posé la question, somme toute directe et pertinente : «*quel est votre intérêt pour l'Albanie ?*»... La réponse semble évidente, liée à des déterminants objectifs : l'Albanie est un pays méditerranéen et comme tel faisait partie du Ciheam (même si c'était depuis peu) ; mais le reste est affaire de contacts, d'intérêts, de hasards et de relations personnelles. Nous avons donc hésité jusqu'au dernier moment pour savoir s'il fallait présenter ce travail collectif autrement que par des mots diplomatiques ou de «diplomatie scientifique» – ce que peuvent légitimement faire les préfaciers de l'ouvrage –, et puis finalement décidé que ce regard de «voyageur», largement partagé par tous ceux qui ont fréquenté l'Albanie, avait un sens, parce qu'il faisait un fonds commun de sympathie, une sorte d'alliance.

Il s'agit donc d'un regard d'observateur, non pas objectif mais attentif, qui a vu au cours des quatre dernières années les profondes transformations qu'a connues le pays. La première mission a eu lieu, à l'initiative de l'Université agricole de Tirana, sur financement de l'Ambassade de France à Tirana, avec Pierre Coulomb, chercheur à l'Inra, décédé depuis, et dont la présence dans ce numéro est, hélas, immatérielle. Il n'avait pourtant pas ménagé son temps et son intelligence pour mettre en place les collaborations intellectuelles et personnelles qui ont donné naissance à cet ouvrage. Nous étions à l'époque logés dans la Villa n° 5, entre l'ex-maison d'Enver Hoxha et l'ex-siège du Parti communiste albanais. Le pays était alors dans une situation de coma dépassé, seulement tenu en vie par l'aide internationale et notamment l'aide alimentaire apportée par le programme d'urgence italien (opération bien nommée «Pélican» – voir l'article d'Andrea Segrè).

Tous les visiteurs (et nous-mêmes donc) se souviennent d'avoir débarqué «sur une autre planète», au coeur même de l'Europe. L'aéroport donnait d'emblée le ton : à la fois minuscule, délabré, il ressemblait au mieux à un aéroport d'une bourgade de province, pas à celui d'une capitale. Le reste était à l'avenant – y compris le centre de l'ex-pouvoir, sa Villa n° 5 destinée aux dignitaires communistes de pays et de partis frères (de ceux qui restaient!). Même en ayant l'habitude de pays «sous-développés» ou de zones en conflits, on ne pouvait qu'être frappé du dénuement des activités sociales dans la capitale. Une ville, somme toute petite de ses 200 000 habitants, avec ses vestiges des lieux publics de l'ancien régime (un théâtre pas chauffé, le désuet hôtel Daïti, etc.). Elle cumulait la fin du système antérieur et l'absence du système nouveau. Ni café, ni restaurant, ni cinéma, une télévision balbutiante, et pire, bien sûr, un approvisionnement alimentaire sommaire, pas de biens de consommation, pas de

ciment..., soit presque rien. Ce qui encore une fois est une situation particulière, puisque même dans les pays «pauvres» s'établissent des circuits correspondants aux différentes capacités d'achat des couches sociales («expatriés» compris).

Le pays avait en effet été victime d'une thrombose qui l'aura amené, à la façon albanaise, jusqu'à l'extrême. Peut-être Cuba et certaines zones de la Russie auront connu cet état que seule la métaphore médicale semble approcher : il s'agissait effectivement d'une pathologie aiguë liée à une maladie, heureusement curable : l'effondrement du régime stalinien et la transition. Cette situation, en 1993, était pourtant, nous assuraient nos interlocuteurs albanais, en très nette amélioration par rapport aux deux années antérieures où le pays avait véritablement connu la faim et le froid, y compris en ville. Nous avons donc pu, au fur et à mesure des années, mesurer l'amélioration de la situation, à notre modeste échelle de passagers temporaires, de mission en mission. Les «kiosques», petit magasin, en dur, sont apparus, puis ont envahi Tirana (et plus tardivement les villes de provinces). Les hôtels, les restaurants et les maisons d'hôtes se sont multipliés, les marchandises sont apparues – amenées par une noria de camions venant des pays limitrophes – sur les trottoirs puis dans les magasins ; les marchés alimentaires se sont multipliés et institutionnalisés, les dépôts de matériaux de construction se sont eux aussi multipliés dans les abords de Tirana, dans des entrepôts à Korçë, Vlorë, Sarandë, etc.

La relation physique immédiate de l'étranger avec les Albanais (et réciproquement) s'est elle aussi modifiée rapidement. L'insécurité était de règle pour les étrangers, une certaine agressivité était perceptible derrière la curiosité qui vous faisait dévisager et évaluer dans une rue de Tirana, et plus encore dans les villes de province. Une certaine naïveté liée tout simplement à la méconnaissance quasi totale des Albanais vis-à-vis de l'extérieur – pourtant très proche – était la règle. Logique, puisque le pays avait été littéralement «verrouillé» de l'intérieur, et que les rares à pouvoir se rendre à l'extérieur le faisaient dans un tel état de contrôle policier et d'autocensure «marxiste-léniniste» que, de fait, le monde extérieur n'existait pas véritablement pour l'immense majorité des Albanais.

L'accès aux médias, avec en particulier, une éruption sur toutes les façades d'immeubles de milliers, puis de dizaines de milliers d'antennes paraboliques a connecté les Albanais avec le monde extérieur. Dans le même temps, ils se rendaient massivement dans les bassins d'emploi des pays limitrophes par le biais des voyages d'études, des relations commerciales ou familiales, et surtout d'une large migration économique. Fuir le pays, le rejeter, avec quelques bribes éventuellement de haine pour leur propre condition d'enfermés, a été un comportement très répandu des Albanais. Histoire des ambassades assiégées, des bateaux partant pour Bari, des flux de migrants vers la Grèce, etc., l'image de l'Albanie et des Albanais a été pendant longtemps (parce que les médias sont toujours un peu en retard n'en déplaise à leur prétention d'actualité) marquée par ces clichés peu reluisants. En effet, les codes, les règles de conduite des pays d'accueil n'étaient pas compris, aucun pont de culture politique ou sociale n'était évident entre les candidats au départ (vers un eldorado méconnu) et les pays d'accueil, plus préoccupés de leurs propres problèmes que de l'accueil de cette masse déplacée par les bizarreries d'une enclave stalinienne au sein même de l'Europe. Chacun convient que cette première migration massive a conduit à des réseaux clandestins basés sur des activités illicites (larcins, prostitution, drogue...) mal supportés – notamment en Italie et en Grèce. De manière moins voyante et sans doute plus importante, cette première migration a également créé des réseaux de travail parallèle (dans les mêmes pays et au-delà) où les Albanais, bien formés et travailleurs, «cassaient les prix» tout en menant des opérations commerciales «à la petite semaine» qui avaient, pour le reste du réseau familial demeuré en Albanie, l'importance de la survie et du début de stratégies d'accumulation matérielle domestique.

Comme pour les «kiosques», symboles de l'ouverture du pays au quotidien, ces attitudes ont fini par s'estomper et, petit à petit, l'étranger se retrouve au sein de villes ouvertes sur l'extérieur, «déniaisées», où la disponibilité des biens (qui n'exclut ni les difficultés, ni la pauvreté (comme ailleurs), a fait rentrer les relations spontanées dans des cadres plus conventionnels.

Outre le commerce des biens de consommation courante essentiellement importés, le pays reprit vie également avec le redémarrage de l'activité agricole. La réforme foncière a permis à des dizaines de milliers d'unités familiales d'accéder à des niveaux d'autosubsistance acceptables, notamment en blé, et dans un deuxième temps de dégager des excédents notamment en fruits et légumes et en produits animaux. Dès la campagne 1992/93, l'activité était impressionnante : les emblavures systématiques et le travail quotidien continu, principalement à la houe. Le bétail famélique, distribué aux anciens ouvriers

économique industriel «naturel» comme ce fut le cas, par exemple pour la Tchécoslovaquie ou la Pologne. Il a cependant «cueilli» une société européenne, encore essentiellement rurale, au début de sa mutation, en lui imposant une «gouvernance» totalitaire. Cependant, les transformations ont eu lieu, même sous cette forme : séparation (radicale) des «églises» et de l'Etat, désenclavement des campagnes, modernisation technique et scientifique, alphabétisation et formation massive de la population et des élites, etc. Les structures de la modernité ont donc été implantées, socialisme oblige, dans tout le pays.

Ce processus, décrit dans ce numéro par A. Civici pour l'ensemble et, par secteur, par les autres contributeurs, s'est réalisé dans le cadre de modèles (yougoslave, soviétique, chinois) imprimant une sorte «d'irréalité» économique et d'inappropriation technique à la quasi-totalité des activités de production, de service et d'échange. De telle sorte qu'au moment de l'ouverture démocratique les grands secteurs (et parmi eux l'agro-alimentaire) disposaient d'installations essentiellement inutilisables dans des conditions de concurrence et de gestion normales. Le pays avait pourtant des ressources importantes : d'abord énergétiques (hydroélectricité, pétrole), mais aussi minières, forestières, halieutiques... Il disposait également de terroirs agricoles méditerranéens plutôt riches : de vastes plaines côtières fertiles adossées à un système montagneux important constituant un immense réservoir, et l'eau est donc rarement un facteur limitant – ce qui pour une agriculture méditerranéenne est un atout majeur. Il disposait également de ressources humaines importantes et notamment un paysannat traditionnel adapté aux conditions, largement «modernisé» par les politiques publiques d'éducation.

2. La «poudrière balkanique»

Comme la plupart des territoires longtemps sous contrôle ottoman (quatre siècles, 1506-1912), l'histoire nationale du pays est relativement récente. En effet, même si le mythe fondateur national plonge ses racines dans l'Illyrie du deuxième millénaire et si la figure emblématique de Skanderbeg, fédérateur des féodalités chrétiennes contre l'envahisseur (1443-1468), date du Moyen Âge, la constitution de l'Etat-Nation reste ici comme ailleurs l'affaire de la modernité. L'articulation entre la Nation, son Etat et les formes modernes de gouvernabilité n'ont pas eu le temps de connaître, en Albanie comme dans le reste des contrées sous contrôle ottoman, la lente et violente maturation vécue par les ensembles européens : constitué par d'innombrables (et pas toujours glorieux) épisodes de conflits extérieurs et intérieurs, répartissant les populations, établissant les frontières, gérant, réprimant ou supprimant les autonomies et les particularismes. Il en résulte, sans doute, les caractéristiques de la «balkanisation», que des puissances européennes, agressivement rivales, jouèrent dans une diplomatie de «frontières», chacun trouvant des groupes et des nations d'appui pour des combinaisons diplomatiques et géopolitiques. Il reste donc à propos de l'Albanie, comme du reste de la région, l'influence de ces réflexes de la diplomatie secrète européenne, et une interprétation des particularités qui nul part ailleurs «mieux» que dans l'ex-Yougoslavie n'a manifesté ses effets pervers.

La version standard d'interprétation des Balkans, répétée à l'envie par les commentateurs étrangers, et parfois aussi diffusée par certains au sein même de la région, reprend cette vision ancienne de la «question d'Orient» qui voudrait que la «mosaïque» des nationalités, certaines formes rémanentes du despotisme oriental, rendent la région quasiment ingouvernable. La guerre en Croatie et en Bosnie est venue conforter cette vision schématique. Si au sein même de populations essentiellement «slaves» et parlant la même langue (le «serbo-croate»), le conflit communautaire ou national pouvait arriver au niveau de violence et de barbarie qu'on lui a connu en Bosnie, il fallait bien que la raison en fut une cause lointaine, enracinée dans les peuples, une irréductible différence pouvant déboucher sur la haine et «l'épuration ethnique». C'est la thèse, répétée *ad nauseam*, du conflit séculaire entre des nations radicalement différentes, ne pouvant vivre que sur les dépouilles des autres. Les équations se simplifient à outrance : croate = catholique = oustachi ; serbe = orthodoxe = tchetnik ; bosniaque = musulman = turc. On ira même jusqu'à identifier les langues : le serbe, le bosniaque, le croate, comme des entités elles aussi presque indépendantes. Il faudra également ignorer le Kosovo, majoritairement albanais, les minorités, ici bulgares, polonaises, là hellènes, turques (...) et tout ceux qui, «mêlés», ne saurait se reconnaître dans des identités simplifiées jusqu'à l'absurde.

L'avantage de repousser les Balkans (en y incluant l'Albanie, et à l'occasion, pour faire bonne mesure, la Grèce) dans l'Orient, est de faire un procès de différence d'avec l'Occident, et surtout – dans le cas Yougoslave – de ne pas identifier les responsables de la crise : ceux qui, avec les techniques des langages totalitaires mis à jour par Jean-Pierre Faye (1972), ont uni les deux pièces du «fer à cheval», le

communisme d'un côté et l'ultra-nationalisme de l'autre (BBC, 1995). Par extension, on suspectera aussi des mêmes caractères «fondamentaux» ceux qui n'empruntent pas cette voie tragique (dont le gouvernement albanais).

3. La «diagonale verte»

L'Albanie est régulièrement présentée dans les annuaires (Altaseco, 1996, par exemple) comme un pays «de majorité musulmane». Il y aurait donc un danger de voir se constituer une «diagonale verte» (S. Begic, *com. pers.*, 1996) qui, de Téhéran à Tirana en passant par Istanbul, constituerait un poignard, virtuellement intégriste bien sûr, pointé sur le cœur de l'Europe méditerranéenne.

Certes, certains contacts et liaisons entre le gouvernement de Tirana et les organisations de l'Islam et les pays arabes ont contribué à prolonger cette hypothèse géopolitique. Les fondations islamistes, ainsi que les fonds et les banques islamiques, se sont effectivement implantées dans le pays et l'on peut voir également dans la zone de Tirana des réalisations sociales (de Malaisie, d'Abou Dhabi, etc., mais aussi de Turquie et de Grèce) qui confirment l'intérêt porté par les «pays islamiques». L'illusion de l'Albanie comme pays musulman, dans son acceptation contemporaine, n'a pas en effet seulement saisi les commentateurs ; elle a aussi séduit les donateurs islamiques qui ont parsemé le pays de petites ou grandes mosquées flambant neuves et... parfaitement vides. Pour faire bonne mesure, il faut d'ailleurs signaler que les orthodoxes et les catholiques (sans compter diverses «églises protestantes» ou sectes «néo-bouddhistes») se sont précipités sur l'ex-pays officiellement athée pour y construire des édifices religieux et tenter de gagner en influence.

Il reste que le réajustement de la politique officielle du gouvernement Albanais vis-à-vis de l'Islam et son engagement laïc ont ensuite été beaucoup moins commentés, de même que la relation des Albanais à la religion a été peu décrite et, à notre connaissance, jamais, pour la période actuelle, analysée. On en reste donc à la répétition des résultats d'un recensement des religions qui date de l'entre-deux-guerres et qui, par la magie des statistiques, répartit 100% des Albanais en trois religions – qui doivent par ailleurs être antagoniques et renaissantes et à la recherche d'influence sur le pouvoir d'Etat.

4. Un territoire de «démocratie limitée»

Autre mythe politique qui organise la vision standard de l'Albanie, et plus généralement des Balkans, et qui est lié aux deux précédents : le caractère plus ou moins «naturel» ou inévitable de l'existence d'une démocratie limitée dans la région. Les conflits nationalistes et religieux potentiels, l'état d'impréparation des élites et du peuple à la démocratie – c'est-à-dire à un système qu'ils ne connaissent pas et pour lequel il ne sont pas spontanément faits (en tant qu'«orientaux») – légitimeraient ou au moins autoriseraient à fermer les yeux sur des réactions autoritaires du gouvernement et des pratiques approximativement démocratiques. On justifie ainsi par avance l'existence d'une démocratie de deuxième catégorie, préférable au désordre «démocratiste» que nous promettent les adeptes d'une version édulcorée de la «realpolitik». En ce sens «Balkans» est une façon de dire non-Europe – ou européen de classe spéciale.

Les Balkans ont été victimes d'une mauvaise conjoncture de direction politique au sein de l'Europe communautaire, perturbée par la réunification allemande et l'agenda de Maastricht. Au contraire des pays de l'Europe du Sud où l'application de la «conditionnalité démocratique» avait fonctionné comme principe d'intégration à la future Union, aucune pression sérieuse n'a été faite sur les dirigeants ex-communistes «relookés» en ultra-nationaliste aux méthodes et ambitions totalitaires dans les ex-républiques issues de l'éclatement de la fédération yougoslave. Aurait-on pu imaginer qu'un négociateur européen ose dire à propos de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce ce que (par exemple) Robert Frowick (chef de la mission de l'OSCE-Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a dit sur les élections en Bosnie : «que le scrutin supposé clore le conflit en Bosnie Herzégovine était «raisonnablement démocratique dans le style des Balkans» (*Le Monde* 15/16 septembre 1996)... alors, qu'évidemment, un raisonnement de ce type aura pu être fait sur ces Etats méridionaux soumis à des longues périodes de dictature néo-fasciste.

Ce «neutralisme» a failli s'appliquer aux autres pays des Balkans, Albanie comprise, alors même que le gouvernement de ce pays réagissait positivement aux «remarques» des observateurs – ce qui fut le cas, par exemple, pour les élections législatives de 1996. L'intégration dans l'ensemble européen est une

médaille à deux faces, ce qu'un gouvernement démocratique, même dans une société et une économie en transition, se doit et peut accepter.

III – Conclusion : les vrais enjeux

Il serait évidemment présomptueux de répondre à cette interrogation. L'ensemble des communications présentées dans ce volume élabore des questions et des pistes de réflexion, trace des programmes de recherche et soulève un certain nombre de problèmes non résolus. L'objectif du réseau d'auteurs constitué par ce travail, et qui devrait poursuivre son activité dans les années à venir (à la fois dans le cadre national albanais et dans le cadre élargi des Balkans), est précisément de tenter de décrire et de comprendre, par la recherche et l'analyse, les transformations fondamentales qu'est en train de vivre l'Albanie. Nous nous bornerons dans cette conclusion à mentionner quelques grands thèmes qui recouvrent les questions particulières évoquées dans le détail par cet ouvrage.

1. Une nation en transition

La particularité de la situation actuelle est, nous semble-t-il, liée à des caractéristiques de la chronologie albanaise qu'il ne faut pas sous-estimer. L'histoire de la question nationale est, au sens strict, relativement récente : de la première autonomie, dans un cadre moderne, à la suite de la première guerre balkanique à l'instauration du régime communiste, il ne s'est écoulé qu'une cinquantaine d'années marquées d'incertitudes nombreuses sur les formes de gouvernement et l'organisation économique. Un demi-siècle de communisme a ensuite façonné les institutions du pays qui n'a donc guère connu que des mécanismes d'autolégitimation nationaliste. Les organisations, les procédures et les doctrines de la représentation républicaine qui sont en train d'émerger ne sont, pour le pays, rien de moins qu'une nouveauté.

Les formes modernes de circulation des capitaux et des marchandises n'avaient guère eu le temps non plus de se répandre ; elles ont été ensuite systématiquement brimées et perverties au cours du régime communiste, aboutissant à une planification totale et à une gestion à la fois autoritaire et bureaucratique des relations économiques.

La modernisation des relations sociales, institutionnelles et économiques a eu lieu dans ce contexte, en marge des évolutions européennes, sans contact direct avec elles. Elle a cependant existé, et quel que soit le bilan négatif qui doit être fait de cette longue période dictatoriale, la société albanaise et ses structures économiques s'y sont profondément modifiées.

La question de la transition est donc particulièrement ardue puisque d'une certaine façon, en cette fin de siècle, le défi posé à l'Albanie est le passage direct à la postmodernité réinsérant le pays dans ses ensembles géopolitiques naturels, dans le contexte d'une économie en passe de globalisation complète.

Elle doit donc à la fois mettre en place les mécanismes, les institutions de la démocratie parlementaire et ceux de l'économie de marché, tout en cherchant à maintenir le concept de nation hors des chemins du nationalisme étroit qui ont ravagé la région au cours de la décennie passée. C'est sans doute cette réintégration rapide dans l'ensemble européen, balkanique et méditerranéen qui permettrait de résoudre de la manière la plus dynamique possible la question du territoire de «l'albanité» qui avait été laissée en suspens par les règlements successifs des guerres balkaniques. En effet, les formes les plus rudimentaires du nationalisme pourraient resurgir à cause de l'existence de territoires majoritairement «albanais» dans des ensembles plus vastes qui ne le sont pas (Kosovo/Serbie, Monténégro, Fyrom). L'intégration européenne est sans doute une condition nécessaire pour éviter ces résurgences, comme les conflits qui pourraient surgir de la question des minorités dans le pays (Grecs, gitans) ou celle des religions.

2. Réintégration dans l'Europe

La stabilité albanaise et la rapidité de sa mutation économique sont liées au rythme par lequel le pays, comme l'ensemble de la zone balkanique, réintégrera l'Europe. Seules, en effet, les vicissitudes du

découpage de la guerre froide dans la région avaient écarté les Balkans de la construction européenne. Le conflit de l'ex-Yougoslavie a lui-même brouillé pendant un certain temps cette perspective.

L'Europe communautaire, et ses pays membres, ont été jusqu'à présent les principaux bailleurs de fonds, les principaux investisseurs et les principaux partenaires du commerce extérieur du pays et rien n'indique que cette situation puisse changer – y compris à long terme. Cette aide a d'abord été une aide d'urgence et de reconstruction. Elle entame aujourd'hui, lentement, une intégration aux programmes européens, qui devrait, à plus ou moins court terme, se transformer en une association aux institutions et aux procédures européennes, pour aboutir à une intégration formelle, à la fois politique et économique dans l'Union.

Comme pour les autres pays balkaniques et ceux du groupe de Visegrad, la question centrale est sans doute la redéfinition de la politique agricole commune, et la mise en place de mécanismes de marché qui auront à charge (passablement contradictoire) de préserver certains intérêts des agricultures de l'actuelle Union et en même temps d'entériner l'existence d'une deuxième Europe méditerranéenne.

L'Albanie doit aussi, en effet, réintégrer une communauté méditerranéenne en voie de formation et participer aux institutions qui ont à gérer les biens et tendances communes de cet ensemble.

C'est le cas notamment de la « littoralisation » des populations dont le mouvement avait été entravé par la gestion autoritaire des populations sous le régime communiste. La croissance de Tirana notamment (et de son port Durrës) et celle d'autres villes côtières, surtout la zone touristique de la Riviera, sont en cours et devraient s'approfondir au cours des années à venir modifiant profondément l'occupation de l'espace national et la distribution de la population.

C'est aussi le cas de la gestion de l'eau en zone méditerranéenne, celui des parcours et des zones montagneuses, de la biodiversité et des problèmes environnementaux. L'agriculture et les activités rurales joueront, ici comme dans le reste de la Méditerranée, un rôle de contrepoids important à l'urbanisation et au développement d'une économie touristique souvent prédatrice de ressources naturelles fragiles.

3. Enseignement de la stratégie économique

Comme le montre nombre de communications de cet ouvrage, la particularité de la transition albanaise a été, à la fois pour des raisons politiques et économiques, d'enclencher un processus de rupture radicale : le régime communiste n'avait pas pu ou pas su en effet transformer notablement les structures économiques, contrairement à ce qui s'est passé pour les pays du groupe de Visegrad.

Le secteur tertiaire et bancaire était totalement incapable d'absorber des mesures de transition ; il a donc été quasiment créé de toute pièce (voir la contribution de Dhuci et Salko) ; l'appareil industriel s'est révélé irrécupérable et la création d'un secteur moderne fondé sur des petites unités compétitives est loin d'avoir abouti (Bode) ; l'agriculture avait été entièrement collectivisée : la réforme foncière mise en place a créé une situation entièrement nouvelle (Civici).

Il n'est donc guère étonnant que ce soient les activités commerciales et l'économie de type agricole familiale qui aient pris le dessus, laissant loin derrière l'économie publique et l'économie privée industrielle, encore balbutiante. C'est en effet autour de ces activités que ce sont reconstituées les économies domestiques et entrepreneuriales albanaises.

Le débat entre « thérapie de choc » et « gradualisme » qui a animé toutes les discussions de politique économique dans les ex-pays de l'Est a donc été tranché rapidement à l'avantage de la première stratégie, ce que l'humour national résumait dans la formule : « nous avons eu le choc, maintenant nous attendons la thérapie ».

L'avantage albanaise aura été de « choisir », par la force des conjonctures, une thérapie frontale qui, pour beaucoup d'économistes, a l'avantage d'affaiblir toutes les stratégies de maintien ou de renforcement des rentes des anciens privilégiés. Mais elle a également favorisé la naissance de nouveaux entrepreneurs bénéficiant de situations de concurrence limitées ou de réseaux parallèles qui eux aussi pourraient chercher à renforcer des positions rentières liées au caractère abrupt et un peu « sauvage » de la transition.

Il faut noter également un autre facteur favorable dans la transition albanaise qui est la petite taille du pays et donc des besoins en travail qui ont permis à une proportion très importante de la population active de chercher et, dans une grande mesure, de trouver du travail dans des «bassins d'emploi» importants dans les pays voisins (Italie et Grèce d'abord, mais aussi Allemagne et Autriche...). Cette situation a permis, en dépit des déficits de la balance commerciale et du budget et de la faiblesse de la reprise des activités industrielles, de maintenir une remarquable stabilité de la monnaie nationale, le lek.

4. Les alternatives agricoles

La collectivisation des terres a atteint son apogée en 1976 avec l'abolition de la propriété privée de la terre et sa transformation en propriété d'Etat. La nouvelle constitution clôturait un processus entamé en 1945 qui a regroupé les paysans privés en coopératives, puis en fermes d'Etat. La paysannerie albanaise n'aura donc connu qu'une brève période de développement après le morcellement de la grande propriété dans les années 1920, commun à l'ensemble de la région.

La loi de privatisation des terres des coopératives agricoles de 1991 et leur distribution aux familles de tous les ayants-droit (petits propriétaires et ouvriers et employés des structures collectives) a radicalement changé la situation et créé – au sens figuré comme au sens strict – un nouveau paysage. Les 400 000 petites exploitations créées constituent une expérience entièrement originale. Les premiers objectifs politiques et économiques de cette privatisation ont bien fonctionné et la production agricole a repris. Il est cependant évident que la structure foncière (avec une superficie moyenne de 1,5 hectare) ne peut être que temporaire.

Les voies que prendront la modernisation de cette petite agriculture sont encore incertaines. Ce sera l'enjeu majeur des recherches d'économie agricole des années à venir de décrire, de comprendre, voire d'anticiper, les comportements et les stratégies des exploitants, et de saisir la relation entre les évolutions locales et régionales et les choix publics adoptés par les gouvernements.

La constitution d'un marché foncier, la création d'un système de crédit, l'amélioration des structures de commercialisation et l'investissement dans des industries agro-alimentaires adaptées aux structures et aux produits, l'adaptation des services de recherche, de vulgarisation, de contrôle et de commerce extérieur aux nouvelles conditions de concurrence et d'insertion internationale sont autant de défis qui sont posés au secteur agricole dans son ensemble.

Bibliographie sommaire

- **Autrement** (1996). Albanie utopie : huis clos dans les Balkans.
- **Banque Mondiale** (1996). *From plan to market* (World development report).
- — (1992). *An agricultural strategy for Albania*.
- **Castellan G.** (1994a). *L'Albanie*. Paris : PUF.
- — (1994b). *Le monde des Balkans*. Vuibert.
- **Champseix J.P.** (1992). *L'Albanie ou la logique du désespoir*. La découverte.
- **Courrier de la Planète**, n° 32, La PAC entre deux rives (janv.-fév. 1996) ; n° 28, Intégration régionale : le jeu des blocs (mai-juin 1995).
- **Faye J.P.** (1995). *La frontière : Sarajevo dans l'archipel*. Actes Sud.
- — (1967). *Les langages totalitaires*. Herman.
- **FAO** (1995). *Rural employment problems in Albania*.
- **FMI** (1992). *Albania, from isolation toward reform*.
- **Garde P.** (1994). *Les Balkans*. Flammarion.
- **Gardes G.** (1995). *Le guide de l'Albanie*. Lyon : Ed. La Manufacture.
- **Hermet G.** (1996). *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*. Le Seuil.
- **Kadaré I.** (1995). *Dialogue avec Alain Bosquet*. Paris : Fayard.
- — (1991). *Printemps albanais : chronique, lettres, réflexions*. Paris : Fayard.
- — (1988). *Eschyle ou l'éternel perdant*. Paris : Fayard.
- **Le Courrier des Pays de l'Est**. Divers articles dont les chroniques d'Edith Lhomel.
- **Lory B.** (1996). *L'Europe balkanique : de 1945 à nos jours*. Ed. marketing.
- **Mustafaj B.** (1996). *Pages réservées : un Albanais à Paris*. Grasset.
- — (1992). *Entre crime et mirage, l'Albanie*. Actes Sud.
- **Poincaré R.** (1926). *Les Balkans en feu, 1912*. Paris : Plon.
- **Politique étrangère** (1992). Vers un retour des guerres balkaniques.
- **Reed J.** (1916). *The war in Eastern Europe*. C. Scribner's Son.
- **Schreiber T.** (1994). *Enver Hoxha : le sultan rouge*. JC Lattes.
- **Segrè A.** (1994). *La rivoluzione bianca*. Il Mulino.